

FICHE DE LECTURE par Nelly SASSARO (CNAM janvier 2001)

Jean-Luc Ferrandéry
« Le point sur la mondialisation » (PUF, Paris 1996)

L'auteur :

Ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure, agrégé d'histoire, Jean-Luc Ferrandéry enseigne en classes préparatoires à l'externat Sainte-Marie de Lyon ainsi qu'à H.E.C. Il relate dans cet ouvrage l'ensemble des points de repères ou la notion de mondialisation a été choisie comme fil directeur, afin de donner une vision synthétique et claire des principales évolutions de l'économie internationale depuis un siècle.

Questions posées par l'auteur

La mondialisation des activités transforme profondément le paysage politique et économique de notre planète. Mais ce phénomène n'est-il pas une réalité ancienne ? Peut-on se contenter des seuls indications de théories économiques, où toute perspective historique serait absente, pour appréhender ce concept ?

Postulat

L'économie moderne est en pleine marche vers la mondialisation. Mais en se replaçant dans une perspective séculaire, on constate que "l'impérialisme" englobe des notions politiques, financières et commerciales, prémisses d'un capitalisme commercial à vocation internationale.

Démarche

Cet ouvrage a été organisé autour de trois parties : La première fournit un cadre historique et théorique d'ensemble, de la révolution des transports et des télécommunications, de la doctrine du libre-échange à la mise en place d'organisations de régulation des marchés. La seconde synthétise l'évolution des principaux marchés internationaux, comme celui du blé, du charbon, du pétrole et des services. Enfin, la troisième nous précise les fondements d'une économie internationale, flux de capitaux et de personnes, jusqu'à l'émergence d'entreprises globales.

Résumé

Première partie

La planète unifiée - Les origines de la mondialisation

La globalisation est un concept apparu au milieu des années 80, dans les écoles de management américaines, puis dans la presse anglo-saxonne. Il désigne un mouvement complexe d'ouverture des frontières économiques permettant aux acteurs d'étendre leur champ d'action à l'ensemble de la planète. Ceci afin de tirer profit des différentiels de dynamiques entre les différentes zones du globe et d'établir des visions d'ensemble. On parlera alors, de division internationale du travail

évoluant elle-même vers une division internationale des processus productifs ou la politique et les finances prédominantes. On constate cependant, que dès le début du siècle, des puissances européennes tissèrent déjà leurs réseaux, même si le nationalisme et le protectionnisme restaient de rigueur. Cette manifestation de coalescence dans plusieurs domaines réservés ou partagés, sera déstabilisée par les guerres puis segmentée et régulée grâce à des instances et des accords internationaux prédominés par les Etats-Unis. Dès la seconde moitié du XIX^e siècle, l'évolution technique des transports a permis d'accélérer les échanges. Tout d'abord grâce à la vapeur puis au moteur à explosion. Les réseaux ferroviaires et terrestres vont alors s'étendre prodigieusement, parallèlement aux trafics maritimes et surtout aériens qui révolutionneront l'espace économique. La baisse des coûts s'en suivant, les flux commerciaux et les processus de globalisation prendront alors un réel essor, engendrant une mutation dans les Pays Développés à Economie de Marché (les Etats-Unis en première place). Cette évolution privilégiera le trafic routier par rapport au ferroviaire même si le maritime garde l'avantage pour les échanges internationaux de marchandises et l'aérien pour le transport des personnes. Le transport de l'information sera également un des vecteurs importants de la mondialisation. La révolution et l'impact des télécommunications dans l'économie mais aussi dans la vie quotidienne, ne fait qu'accentuer le développement industriel à grande échelle, mais aussi entraîner la banalisation et l'accroissement massif d'informations. Initiée par des individus, l'innovation (du téléphone à la fin du XIX^e siècle à l'informatique et au multimédia de nos jours) devient vite le fait de puissantes firmes. A.T&T, Microsoft ou General Electric aux Etats-Unis, Ericsson, Telefunken, Marconi, C.S.F, Thomsom pour l'Europe (malgré la limitation des monopoles étatiques en France, Italie, Royaume-Uni et Allemagne). Le Japon ne sera pas en reste avec l'achat massif de brevets américains, devenant aujourd'hui omniprésent sur le marché des semi-conducteurs et des processeurs. Un marché international des télécommunications voit alors le jour, avec l'apparition depuis les années 70 de nouveaux acteurs asiatiques et l'érosion des positions américaines et européennes ; entraînant recentrage des activités pour certains, alliance ou diversification des métiers pour d'autres (Sony rachetant Columbia). D'ailleurs, dans l'audiovisuel on parle aujourd'hui de multinationales des médias, où les Américains contrôlent une part essentielle des marchés mondiaux, répandant à bon compte leurs productions nationales (musique, télévision, cinéma). Mais cette libéralisation et accélération des échanges internationaux comme facteur d'enrichissement général, prônés par Adam Smith puis David Ricardo, ne peuvent se faire que sous condition : protectionnisme étatique renforcé par la notion de colonialisme. C'est alors, à partir des accords de Bretton Woods que voit le jour le General Agreement on Tariffs and Trade (1947), afin de réguler et harmoniser les échanges. Ces accords n'empêcheront cependant pas un protectionnisme déguisé de perdurer, débouchant sur une interrogation plus vaste sur le thème de la mondialisation des économies, mal contrôlée par les Etats. Le Système Monétaire International puis le Fond Monétaire International et enfin le Système Monétaire Européen découleront également, de cette nécessité d'organiser et de contrôler l'accroissement des échanges (hors pays socialistes), mais aussi de garantir l'indépendance économique d'un pays, de permettre de réduire le financement des déficits et de réduire les déséquilibres mondiaux. Des séries de négociations généralement menées par les Etats-Unis, étendirent le champ d'application des principes libre-échangistes faisant émerger l'Organisation Mondiale du Commerce. En parallèle de ce processus de mondialisation économique, des blocs commerciaux régionaux s'étendent aussi : Communauté Economique Européenne, Conseil d'Assistance Economique Mutuelle, Accords de Libre-Echange Nord Américain et Asia-Pacific Economic Cooperation. Ils permettent ainsi aux pays membres de faciliter les échanges à l'intérieur d'une zone et de réorganiser un espace protectionniste ou préférentiel, alors que les barrières commerciales et financières s'effondrent.

Deuxième partie

Les échanges de biens et services

Les échanges de marchandises ont connu un essor extrêmement vif à partir des années 1860, multipliés par 80 jusqu'à nos jours alors que la population mondiale quadruplait. Interrompu par les deux guerres et la grande crise des années 30, ce développement a permis l'émergence d'un nouvel impérialisme dominé par la Grande Bretagne puis par les Etats-Unis. Mais dans le cadre de la nouvelle Division International du Travail, impossible pour ces derniers d'ignorer leurs partenaires, C.E.E, Japon, Nouveaux Pays Industrialisés et Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole. Chaque entité dispose néanmoins de quasi-monopole, les P.D.E.M exportent toujours près de 80% des biens manufacturés, malgré une légère avancée des N.P.I et dominant dans le domaine des services (1/4 du commerce international). Marchandises et matières premières, blé - charbon - pétrole, sont à l'origine des principaux échanges internationaux, donc du développement des transports mais surtout de l'évolution de l'origine des flux. Le blé, base alimentaire de l'Europe occidentale, sera sous dépendance américaine et russe, principaux producteurs jusqu'à la moitié du XX siècle. Puis l'essor des productions communautaires (+ 300% entre 1976 et 1981) débouchant sur des exportations croissantes, viendront dès les années 1970 concurrencer les ventes nord-américaines. L'évolution du mode de consommation, l'accroissement des débouchés et l'apparition de nouveaux producteurs, seront alors à l'origine de conflits d'intérêts sur un marché devenu difficile. En parallèle, le charbon combustible de la première révolution industrielle et du transport demeure une des matières premières les plus échangées dans le monde actuel. Au début du siècle, les principales puissances industrielles disposaient de ressources suffisantes pour couvrir leurs besoins limitant les échanges (sauf pour les Britanniques assurant 50% de la consommation mondiale). Mais dans les années 80 un nouveau partage instable s'instaure, avec comme principaux acteurs, l'Australie, les Etats-Unis, la Pologne, l'Afrique du sud, l'URSS et la Chine pour les exportations et l'Asie développée (le Japon majoritairement) puis l'Europe de l'ouest pour les importations. Le pétrole n'acquies toute son importance qu'après la seconde guerre mondiale. Il représentait 5% de la consommation d'énergie primaire dans le monde en 1910 contre 94% pour le charbon et 40% en 1996 contre 27%. Sur ce marché également, en s'imposant comme matière énergétique fondamentale aux dépens du charbon, l'accroissement de la demande à instaurer une nouvelle segmentation. Les Etats-Unis presque seul producteur au début du siècle se retrouve aujourd'hui largement dépassé par le Moyen-Orient et dans une moindre mesure par l'URSS, donnant essor à de vastes courants internationaux d'échanges. Le partage des revenus, inégalitaire pour les pays producteurs au profit d'un cartel de majors exploitants (Exxon, Mobil, Texaco, British Petroleum), entraînera la nationalisation des principales concessions au Moyen-Orient et la création de l'O.P.E.P. L'harmonisation des fiscalités pétrolières, la mise en place de sociétés nationales pour l'exploitation et la commercialisation ainsi que la prise de pouvoir des producteurs du Golfe provoqueront une remise en question, dans les années soixante dix, de la toute puissance des majors. Aujourd'hui le développement du marché libre, la baisse des exportations des pays de l'O.C.D.E et l'intrusion de nouveaux acteurs ont pour effet de minimiser les cartels. Ils créent de nouveaux métiers mais aussi complexifient les flux, par la diversification des approvisionnements et l'effritement de la logique de proximité. Le commerce international des services est, quant à lui, clairement relié à l'évolution de l'économie mondiale. Il équivaldrait de nos jours à près d'un quart du volume des échanges de marchandises. Les transports et le tourisme en représentant une part très importante. L'internationalisation relative du tourisme de masse, grâce à la mise en place d'une civilisation des loisirs et aux transports aisés et peu onéreux, demeure cependant une particularité des P.D.E.M. Ils fournissent l'essentiel des touristes et c'est souvent par eux et pour

eux que des structures touristiques ont été installées dans le monde. Cette activité représente d'ailleurs, une part non négligeable du produit national brut de nombre de pays. Les Etats favorisent des aménagements régionaux notables, afin de favoriser entre autre, l'essor touristique du littoral ; mais les acteurs privés ont été et demeurent les principaux organisateurs des structures et installations du tourisme de masse. La relative spécialisation segmentaire des grands groupes comme Disney, Sun international, Owners Abroad, Club Méditerranée ou Accor, évolue peu à peu vers une intégration verticale de toute l'offre touristique, limitant d'autant les retombés économiques des pays d'accueil (P.V.D - P.E.P). Outre la tertiairisation des activités, il faut également tenir compte de l'internationalisation des entreprises puisque la nature des services évolue. Les flux financiers comme les investissements directs à l'étrangers (60% des flux), la fourniture d'expertises et le marché des télécommunications ne sont plus à sous-estimer. De ce fait les facilités de transferts des informations semblent conduire à une nouvelle division internationale des productions de services, par la délocalisation des firmes multinationales qui tirent profit des opportunités offertes par l'ouverture des économies en développement (transfert d'activité de R&D, production de logiciels, saisies de données).

Troisième partie

Vers la globalisation – Les flux de capitaux et de travailleurs

Aujourd'hui en plein essor, les flux d'investissements extérieurs n'ont longtemps été le fait que de quelques puissances. Par exemple, au début du siècle le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne étaient à l'origine des investissements extérieurs mondiaux. Ceux-ci majoritairement privés, constituaient une marque de richesse, d'influence et de préoccupations économiques et politiques. Le relais fut pris, dès l'entre deux guerres, par les capitaux américains entamant un processus d'interpénétration des économies face aux alliés affaiblis. La domination du dollar et de la livre sterling durant une décennie sera révélateur du nouvel équilibre des forces, effets pervers se propageant au travers du système bancaire et financier occidental et entraînant une large faillite des banques américaines et européennes. Parallèlement, les Etats-Unis et le Royaume-Uni chercheront alors à se servir de l'arme du crédit pour ouvrir des marchés extérieurs fermés par la dépression et le protectionnisme généralisé. En outre des investissements seront réalisés hors zones d'influence, sous forme de rachats d'entreprises et de création de filiales. Ce mouvement amplifié après la seconde guerre mondiale, procède de stratégies commerciales et entrepreneuriales réfléchies et non plus seulement d'une opportunité politique ou conjoncturelle. Dans cette optique, les Etats-Unis financèrent la reconstruction des économies européennes occidentales et du Japon, tout d'abord par des prêts publics et bancaires puis essentiellement par des sorties de capitaux privés, servant à initier le processus d'internationalisation des firmes américaines. En 1960 ils contrôlent plus de la majorité du stock mondial des investissements directs à l'étrangers, se concentrant essentiellement dans les secteurs de la manufacture et des hydrocarbures. Enrichis successivement, Européens, pays pétroliers du Moyen-Orient et Japonais, placent des capitaux aux Etats-Unis devenus à leur tour gros demandeurs, suite au déséquilibre croissant de leur balance des paiements. Ces fonds se disperseront en portefeuilles boursiers, en bons des divers trésors occidentaux et en investissements immobiliers. Une grosse partie est cependant redistribuée en prêts divers à des P.V.D, devenus emprunteurs massifs mais peu solvables. Mais dès le début des années 1980, les principaux emprunteurs - P.V.D – se déclarèrent incapables de rembourser leurs dettes. Dans cette logique, les mouvements internationaux de capitaux se sont alors essentiellement cantonnés entre P.D.E.M (80%) puisqu'ils constituent le vecteur essentiel d'une internationalisation accélérée des activités économiques. Dans le même temps, la recherche d'une dimension internationale accéléra les

investissements productifs et les rachats d'entreprises en Amérique du Nord et en Europe occidentale en particulier. Ce mouvement déboucha sur la multiplication des firmes multinationales, devenues les principaux acteurs de la vie financière internationale. L'évolution s'accompagna d'une redistribution partielle des positions des principales puissances d'économie libérale et d'une mutation profonde de la nature des flux financiers. Les mouvements à long terme devenant largement minoritaires alors que les investissements directs à l'étrangers servent essentiellement les activités de services. De plus, les marchés financiers devenus largement spéculatifs, ont acquis une large autonomie par rapport aux activités économiques qu'ils étaient sensés animer, incontrôlables par les Etats qui ne disposent pas de fonds suffisants pour contrer des coalitions momentanées. Enfin, il est nécessaire de notifier que la part prise des N.P.I et des économies émergentes, ont notablement crû. Initiée par la coordination de politiques tarifaires des principales entreprises du secteur minier et de l'industrie lourde, dans le but de limiter la concurrence et les importations ; les prises de participation et les investissements productifs permirent de tisser des liens transfrontaliers forts. Il s'agissait ensuite de faire face à la concurrence locale et aux risques de protectionnisme (Etats-Unis – Europe), en s'implantant directement dans les pays concernés. Les firmes américaines, limitées par les lois antitrust nationales, fortement réactives et disposant d'important excédents commerciaux, seront parmi les premières à succomber à l'attrait d'un taux de rentabilité plus élevé et aux marges de croissance quasi sans concurrence locale, par l'implantation de filiales. La construction et l'élargissement du marché commun, la notion de taille critique et de leadership auront également contribué à cette accélération pour tous les P.D.E.M et N.P.I, mais aussi à l'eupéanisation d'entreprises du vieux continent. Les firmes multinationales ont aujourd'hui un poids conséquent. Elles assurent près de 40% des échanges manufacturiers dans l'O.C.D.E et un tiers dans le monde, contrôlent un tiers de la production industrielle et plusieurs dizaines de millions d'emplois. Parallèlement à l'internationalisation, le phénomène d'endettement est essentiel dans l'évolution actuelle de l'économie financière mondiale. Touchant tout d'abord les Pays à Economie Planifiée puis les P.V.D, avec une crise importante dans les années 1980, on ne peut cacher que les dettes publiques sont pour l'essentiel le fait des P.D.E.M. Développement de l'économie nationale, dépendance économique, explosion démographique, difficultés alimentaires et de financements publics, tels sont en général les causes de la spirale infernale de l'endettement. Les marchés financiers deviennent alors les arbitres vigilants des politiques économiques et sociales. Les financements privés prenant un spectaculaire essor sur les pays émergents de l'Asie du Sud-est, alors que les investissements et prêts publics restent plus frileux. Outre les mouvements de capitaux, les migrations internationales définitives de travailleurs n'ont cessé de se diversifier au cours du siècle dernier - fruit des différentiels de développement, de la pression démographique et du sous-emploi. Les flux du début du siècle, provenaient en grande majorité de pays européens (essentiellement du sud) à forte natalité vers les pays anglo-saxons, en premier lieu les Etats-Unis, puis le Canada et l'Australie en voie de peuplement et dans une moindre mesure en Argentine, Chili et Brésil. Le Nord de l'Europe (la France y compris) occidentale fit appel, plus tardivement, à des travailleurs méditerranéens ou coloniaux. Les P.E.P également, enrichis par la hausse des hydrocarbures et l'augmentation de la demande ont attiré des populations venues du Moyen – Extrême Orient. Aujourd'hui alors que la proportion de migration temporaire se multiplie, les frontières des pays traditionnellement ouverts à l'immigration se ferment et la mondialisation des systèmes de production fait que l'on préfère déplacer les centres d'élaboration vers la main d'œuvre plutôt que l'inverse. Au-delà du mouvement d'internationalisation global des flux, le profil des entreprises s'inscrit dans une logique d'une économie mondiale. Ne pouvant se cantonner aux dimensions nationales, recherchant des avantages en termes de

productivité et de nouveaux marchés, la prolifération d'alliances, de fusions et/ou d'acquisitions ne cesse de croître. Cependant rares sont les firmes multinationales pouvant se limiter aux seuls marchés étrangers et de ce fait avoir une attitude "globale". La notion d'entreprise apatride ou citoyenne du monde, imposant une image identique partout ou s'adaptant finement aux usages locaux, ne triomphe pas encore.

Commentaires

Depuis plusieurs années on utilise le mot mondialisation pour décrire l'internationalisation, en particulier celle de l'économie. L'économiste Robert Reich est d'ailleurs l'initiateur de l'expression "village global", qui illustre le phénomène d'accélération des échanges internationaux depuis la seconde guerre mondiale. Toutefois ce phénomène n'est pas récent, il n'a fait que changer de nature. Jean-Luc Ferrandéry nous l'expose dans cet ouvrage, d'une manière synthétique et claire, relatant les principales évolutions de l'économie internationale depuis un siècle. Riche d'exemples et de documentations statistiques, il développe les thèmes essentiels des politiques commerciales à travers les principaux acteurs de la planète. De l'accroissement des échanges, aux mutations technologiques, à l'histoire et aux motivations étatiques, ce "mémento - support de réflexions et d'informations" nous présente d'une manière chronologique, certes non exhaustive, les évolutions historiques nécessaires à la compréhension d'une stratégie économique mondiale. Alfred Martineau en 1935, dans "Tableau de l'expansion européenne à travers le monde de la fin du XII au début du XIX siècle", expose déjà ce concept. Ainsi, aux différences de vocabulaire près, cette mondialisation compétitive, c'est à dire l'accroissement massif de l'interdépendance qui imprègne l'ensemble de la vie économique et sociale, n'est-il que le prolongement d'une tendance de très longue durée. On peut d'ailleurs remonter au moins au début du millénaire qui s'achève, pour comprendre la cause la plus profonde tenant au besoin humain d'agir, de transformer le monde et de comprendre la nature. Mais la réalité est aussi un mythe, celui de l'uniformisation, de l'abolition des identités et de l'écrasement des faibles. De plus, comme le capital auquel elle est intimement liée, la mondialisation est en fait un rapport social de domination et d'exploitation à l'échelle planétaire. Derrière l'anonymat du processus, il y a des bénéficiaires et des victimes. Mais, même si les conditions idéales d'un libre-échange bénéfique sont rarement réalisées, on dispose néanmoins d'une expérience historique dont les enseignements sont clairs : pour les pays développés comme pour les pays émergents, l'ouverture des frontières a coïncidé avec une plus forte croissance économique. C'est ce constat, plus que tout raisonnement théorique, qui explique la généralisation dans le monde des politiques d'ouverture économique. En outre, la libéralisation des échanges offre deux avantages essentiels : elle permet d'une part, la spécialisation des activités et donc une meilleure utilisation des ressources ; elle accroît d'autre part, les débouchés qui s'offrent à chaque industrie et conduit à une réduction des ses coûts. Les gains qui en résultent, on l'oublie souvent, bénéficient aux consommateurs dont le pouvoir d'achat se trouve accru. Aujourd'hui la plupart des ouvrages porte le plus souvent sur la période contemporaine, plus précisément les 20 dernières années – entreprises adoptant une stratégie mondiale, internationalisation de la finance liée à la déréglementation, conséquences sociales et culturelles de la mondialisation ou capacité des gouvernements à mener des politiques indépendantes.

Voici donc quelques ouvrages et articles, sélectionnés sur ce vaste thème : Ouvrages : Adda Jacques : *La mondialisation de l'économie*. - Découverte, 1996. 2 vol. Banque mondiale : *Les perspectives économiques mondiales et les Pays en voie de développement* - Economica, 1995 Cordellier Serge, Doutaut Fabienne : *La mondialisation au-delà des mythes*. Découverte, 1997.

Chesnais François : *La mondialisation du capital*. - Syros, 1994 Giraud Pierre-Noël : *L'inégalité du monde, économie du monde contemporain*. Gallimard, 1996 Hatem Fabrice : *Les multinationales en l'an 2000, les nouvelles tendances de l'investissement international*. - Economica, 1995 Lafay Gérard : *Comprendre la mondialisation*. - Economica, 1996. (Economie poche) De Montbrial Thierry, Jacquet Pierre : *Les grandes tendances du monde*, Ramsès 2001 - Dunod Ponsard Jean-Pierre : *Concurrence internationale, croissance et emploi : théories économiques et expériences industrielles* - Harmattan, 1997 Porter Michael E. : *L'avantage concurrentiel des nations* - InterEditions, 1993 Reich Robert : *L'économie mondialisée* - Dunod, 1993 Thurow Lester C : *Les fractures du capitalisme* - Village mondial, 1997 Articles : Fitoussi Jean-Paul. *La mondialisation de l'économie : processus, conséquences et régulations*. CFTD aujourd'hui, (1996-11/12) n°121 - Numéro spécial. Levet Jean-Louis. *Economie mondiale : l'émergence d'une nouvelle organisation*. Revue française de géoéconomie, (1997-03) n°1 *Mythes et réalités de la mondialisation*. Esprit, (1996-11) n°11 *Scénarios de la mondialisation*. Monde diplomatique. Manière de voir, (1996-11) n°32 *Relations de travail et mondialisation*. Tiers Monde, (1996-10/12) t.37:n°148 *Le choc des cultures à l'heure de la mondialisation*. Esprit, (1996-04) n°4